

NORME DE PRATIQUE CLINIQUE

RELATIVE AU TRAITEMENT

DES FAITS NOUVEAUX



La norme de pratique clinique relative au traitement des faits nouveaux

a été élaborée par la Direction des services de protection de la jeunesse et de justice pénale pour les adolescents du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Sous la direction de Jean-François Vézina et Annie Labonté
Coordination Hélène Groleau et Michelle Dionne (consultante)
Rédaction : Michelle Dionne

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1. LES ASSISES JURIDIQUES	4
2. LES ASSISES CLINIQUES	8
2.1 Le concept de « faits nouveaux » dans le cadre de la LPJ	8
2.2 La responsabilité du DPJ à l'égard du traitement des faits nouveaux	9
3. LES ENJEUX D'APPLICATION DE LA NORME RÉVISÉE	10
3.1 Mise en application en deux temps	10
3.2 La rétroaction au signalant	10
3.3 La confidentialité de l'identité du signalant	10
3.4 L'obligation de signaler	11
4. TRAITEMENT DES FAITS NOUVEAUX DANS LE CADRE D'UN SIGNALLEMENT REÇU	11
4.1 Le traitement des faits nouveaux / évaluation en cours :	11
4.2 Le traitement des faits nouveaux / orientation en cours:	12
4.3 Le traitement des faits nouveaux / application des mesures en cours :	13
5. INFORMATION REÇUE DIRECTEMENT OU FAITS CONSTATÉS PAR LA PERSONNE AUTORISÉE	16
5.1 Le rôle et les responsabilités de la personne autorisée en vertu de l'art.33 lorsque des faits nouveaux sont allégués :	16
6. TABLEAUX RÉCAPITULATIFS	17
ANNEXE 1	21
ANNEXE 2	22
ANNEXE 3	27

INTRODUCTION

La Table clinique des Directeurs de la protection de la jeunesse / Directeurs provinciaux (DPJ/DP) révisé les orientations quant au traitement des faits nouveaux initialement adoptées en septembre 2003 et révisées par la suite en décembre 2008, mai 2011 et mai 2013.

En dépit des efforts investis au fil du temps pour harmoniser les pratiques en cette matière, des écarts d'interprétation, tant de la norme elle-même que des articles de loi sur lesquels elle se fonde, ont subsisté, justifiant une nouvelle révision.

Cette révision s'appuie sur la volonté des DPJ de convenir d'une orientation clinique et juridique claire et commune. Les modifications législatives introduites par le projet de loi 15 modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) et d'autres dispositions législatives (PL-15) précisent et clarifient certains articles de la Loi constituant ainsi un levier important pour atteindre l'objectif poursuivi.

Ce document présente une norme de pratique clinique qui s'adresse à l'ensemble des professionnels et des gestionnaires qui sont appelés à jouer un rôle et à assumer des responsabilités dans le traitement des faits nouveaux. Elle vise à assurer la cohérence et la cohésion des pratiques sur le territoire québécois.

Il présente les assises juridiques et cliniques qui soutiennent la pratique mise de l'avant. Il établit aussi les modalités de traitement à suivre en regard des faits nouveaux constatés selon les scénarios possibles. Il propose quelques cas de figure qui illustrent une application concrète de ces procédures et enfin, la convention de saisie dans PIJ.

1. LES ASSISES JURIDIQUES

Introduit avec le PL-15, l'article 4.6 de la LPJ établit le principe entourant la communication de renseignements confidentiels qui doit guider les choix que doivent faire les intervenants au moment de la divulgation.

Les conditions prévues par une loi devant être remplies pour communiquer un renseignement confidentiel concernant l'enfant ou ses parents doivent être interprétées de manière à favoriser la communication de ces renseignements lorsqu'elle est dans l'intérêt de cet enfant ou vise à assurer la protection d'un autre enfant.

L'article 32 de la LPJ confère des responsabilités exclusives au DPJ, lesquelles sont confiées aux membres de son personnel. Cet article prévoit toutefois que le DPJ peut autoriser une personne qui n'est pas membre de son personnel à procéder à l'évaluation de la situation d'un enfant. Effectivement, cet article précise que :

Malgré le premier alinéa, le directeur peut, s'il estime que la situation le justifie, autoriser, par écrit et dans la mesure qu'il indique, une personne qui n'est pas membre de son personnel à procéder à l'évaluation de la situation et des conditions de vie de l'enfant prévues au paragraphe b du premier alinéa pourvu qu'elle se retrouve parmi les personnes suivantes :

- a) un membre du personnel d'un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ;*
- b) un membre du personnel d'un établissement qui exploite un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation ;*
- c) un membre du personnel d'une communauté autochtone désigné par le directeur dans le cadre d'une entente convenue entre un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et la communauté autochtone ;*

Une telle autorisation à l'égard d'une personne qui n'est pas membre de son personnel n'est valable que pour procéder à l'évaluation et ne permet pas de décider si la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis. Le directeur peut y mettre fin en tout temps.

L'art.35.1 de la LPJ édicte que le directeur ou toute personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33 peut enquêter sur toute matière relevant de la compétence du directeur. Cela s'inscrit dans le pouvoir général d'enquête dont dispose le DPJ. Ce pouvoir, qui doit être mis au service de la protection d'un enfant, sert entre autres à éclairer les faits allégués concernant un enfant qui pourraient potentiellement le placer en situation de compromission.

L'article 35.4 de la LPJ, tel qu'amendé en avril 2022, entrera en vigueur le 26 avril 2023. Il établit qu'une personne visée à l'article 35.1, soit une personne autorisée en vertu de l'art.32 ou 33, peut exiger d'un établissement, d'un organisme ou d'un professionnel, qu'il lui communique un renseignement concernant l'enfant, l'un de ses parents ou une autre personne mise en cause par un signalement, lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

a) un tel renseignement révèle ou confirme l'existence d'une situation en lien avec le motif de compromission allégué par le directeur et dont la connaissance pourrait permettre, selon le cas :

1° de retenir le signalement pour évaluation;

2° de décider si la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis ou le demeure;

3° de décider de l'orientation de l'enfant;

b) un tel renseignement permet de confirmer ou d'infirmer l'existence d'une situation en lien avec des faits nouveaux survenus depuis la décision portant sur la compromission et dont la connaissance pourrait permettre de réviser la situation de l'enfant.

Une personne visée à l'article 35.1 peut également :

a) si elle l'estime nécessaire pour assurer la protection d'un enfant dont elle a retenu le signalement, pénétrer, à toute heure raisonnable, ou en tout temps dans un cas d'urgence, dans une installation maintenue par un établissement ou dans un lieu tenu par un organisme ou dans lequel un professionnel pratique sa profession afin de prendre connaissance sur place du dossier de cet enfant et d'en tirer copie;

b) si elle y est autorisée par le tribunal, prendre connaissance sur place, dans une installation maintenue par un établissement ou dans un lieu tenu par un organisme ou dans lequel un professionnel pratique sa profession, du dossier d'un parent ou d'une autre personne mise en cause par un signalement qui est nécessaire pour assurer la protection d'un enfant;

c) exiger d'une personne qui a la connaissance d'un renseignement ou d'un dossier visé au présent article les explications nécessaires à la compréhension de ce renseignement ou de ceux que ce dossier contient. Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle d'un dossier ou la connaissance d'un renseignement visé au présent article doit en donner communication à la personne visée à l'article 35.1 et lui en faciliter l'examen.

Les premier, deuxième et troisième alinéa s'appliquent même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf à l'avocat et au notaire.

L'art. 57.2, amendé en avril 2022 et déjà en application, traite de la finalité de la révision au sens de la LPJ. Il précise le pouvoir décisionnel du réviseur lorsque des faits nouveaux sont portés à l'attention du DPJ.

Ainsi il établit que la révision a pour fin de déterminer si le directeur doit:

a) Maintenir l'enfant dans la même situation;

a.1) décider si la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis au sens des articles 38 et 38.1 lorsque des faits nouveaux sont survenus depuis la décision portant sur la compromission;

b) proposer d'autres mesures d'aide à l'enfant ou à ses parents;

c) proposer des mesures d'aide aux parents en vue d'un retour de l'enfant chez ses parents;

d) saisir le tribunal, notamment en vue d'obtenir une ordonnance confiant l'enfant à un milieu de vie substitut pour la période que ce dernier déterminera;

- e) *saisir le tribunal pour se faire nommer tuteur, pour faire nommer toute personne qu'il recommande pour agir comme tuteur à l'enfant ou pour remplacer le tuteur de celui-ci;*
- f) *agir en vue de faire adopter l'enfant;*
- g) *mettre fin à l'intervention.*

L'art.72.6, aussi amendé en avril 2022, clarifie et assouplit les règles relatives à l'échange d'informations quand l'intérêt de l'enfant le commande, notamment à l'égard d'une personne, d'un organisme ou d'un établissement qui est amené à collaborer avec le directeur. Celui-ci établit donc que :

« Malgré les dispositions de l'article 72.5, les renseignements confidentiels peuvent être divulgués sans le consentement de la personne concernée ou l'ordre du tribunal à toute personne, y compris une famille d'accueil, ou à tout organisme ou établissement à qui la présente loi confie des responsabilités ainsi qu'aux tribunaux appelés, suivant cette loi, à prendre des décisions au sujet d'un enfant, lorsque cette divulgation est nécessaire à l'application de cette loi. Il en est de même à l'égard d'une personne, d'un organisme ou d'un établissement qui est amené à collaborer avec le directeur, si ce dernier estime que cette divulgation est dans l'intérêt de l'enfant.

Malgré les dispositions de l'article 72.5, les renseignements confidentiels peuvent également être divulgués par le directeur ou la Commission, chacun suivant ses attributions respectives, et sans qu'il ne soit nécessaire d'obtenir le consentement de la personne concernée ou l'ordre du tribunal.

1° Au ministre de la Justice lorsque la divulgation est nécessaire à l'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (Chap.P-9.2.1) aux fins d'une demande relative à un enfant faisant l'objet d'un signalement en vertu de la présente Loi.

2° au directeur des poursuites criminelles et pénales, lorsque les renseignements sont requis aux fins d'une poursuite pour une infraction à une disposition de la présente loi;

2.1° à un corps de police, lorsque la divulgation est nécessaire pour assurer la sécurité d'un enfant présent sur les lieux d'une intervention du corps de police, autre que celle relative à l'application de la présente loi;

3° au ministre de la Famille ou à un bureau coordonnateur de la garde en milieu familial au sens de la Loi sur les services de garde éducatifs à

l'enfance (chapitre S-4.1.1), lorsque la divulgation est nécessaire à l'application de cette loi;

4° à un centre de services scolaire, lorsque la divulgation est nécessaire en vue d'assurer le suivi de la situation de l'enfant dans le cadre d'une entente visée à l'article 37.8.

De plus, malgré les dispositions de l'article 72.5, les renseignements confidentiels peuvent être divulgués par le directeur, sans le consentement de la personne concernée ou l'ordre du tribunal, à la personne qui tient lieu de directeur à l'extérieur du Québec, s'il a un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement d'un enfant est ou peut être considéré comme compromis.

La divulgation des renseignements doit être faite de manière à assurer leur caractère confidentiel ».

2. LES ASSISES CLINIQUES

2.1 Le concept de « faits nouveaux » dans le cadre de la LPJ

Il est question de « faits nouveaux » lorsqu'un DPJ est déjà impliqué auprès d'un enfant dans le cadre de l'application de la LPJ soit dans le cadre d'une évaluation, d'une orientation ou d'une application des mesures.

Les « faits nouveaux » réfèrent à un concept spécifique. Ce sont plus que des informations nouvelles au sujet d'un enfant et de sa famille. Ce sont, certes, des informations nouvelles, mais qui se caractérisent par des faits dont la nature et la gravité peuvent avoir une incidence sur la sécurité ou le développement d'un enfant et le plan de protection à privilégier pour celui-ci.

Selon le manuel de référence sur la protection de la jeunesse, « Les « faits nouveaux » renvoient à un fait majeur ou à un ensemble de faits survenus depuis la dernière décision portant sur la compromission. Ces faits nouveaux doivent être suffisamment significatifs pour que des modifications au régime ou aux mesures soient nécessaires ». (Section 5, fiche 5.10, p.565 et 566).

Les faits nouveaux peuvent correspondre à la ou aux problématiques ayant donné lieu à la situation de compromission qui justifie déjà l'intervention du DPJ auprès de l'enfant, mais ils peuvent aussi mettre en lumière une ou plusieurs nouvelles problématiques à l'égard duquel ou desquels le DPJ doit intervenir.

Les faits nouveaux peuvent être portés à la connaissance du DPJ de différentes façons :

- ⇒ Par une communication directe à la personne autorisée;
- ⇒ Par une collecte d'informations par l'intervenant dans le cadre de la réalisation de son mandat;

⇒ Par un signalement.

2.2 La responsabilité du DPJ à l'égard du traitement des faits nouveaux

Peu importe comment le DPJ en est saisi, lorsqu'il reçoit des informations susceptibles de constituer des faits nouveaux dans la situation d'un enfant, il doit prendre les moyens nécessaires pour apprécier ces informations, déterminer s'il s'agit de faits nouveaux au sens de la LPJ et le cas échéant, faire le nécessaire, si requis, pour ajuster le plan de protection de l'enfant.

Les principes suivants doivent en tout temps guider l'intervention du DPJ;

- **Faire preuve d'objectivité et de rigueur** dans l'appréciation des faits nouveaux. Cette quête d'objectivité et de rigueur est essentielle pour une prise de décision éclairée. Chaque fait nouveau commande une investigation nouvelle; un regard neuf et critique. Assurer la protection d'un enfant, c'est faire preuve de proactivité et de vigilance. Cela est d'autant plus vrai si des informations sont transmises laissant croire à l'existence d'une menace pour la sécurité ou le développement de l'enfant.
- **Dans la mesure où l'intérêt de l'enfant le commande, favoriser la continuité relationnelle avec l'intervenant impliqué** auprès de celui-ci et de sa famille. Pour un enfant et ses parents, faire face à un nouvel intervenant pour répondre à des questions en regard de faits nouveaux est difficile à comprendre lorsqu'ils sont déjà assistés et accompagnés par un intervenant qu'ils connaissent bien. Aussi, si une relation de confiance s'est développée au fil du temps entre cet intervenant et la famille, il est probable que ce dernier soit mieux placé pour discuter de la situation avec la famille et pour prendre la juste mesure de ses impacts sur l'enfant.
- **Mettre à contribution les personnes qui contribuent à tisser le filet de protection autour de l'enfant** afin d'assurer le maintien ou le renforcement de ce filet indispensable à l'enfant. Le pouvoir général d'enquête de la personne autorisée permet à l'intervenant qui agit à ce titre de questionner les personnes significatives proximales à l'enfant à toutes les étapes du processus. On entend ici sa fratrie non signalée, l'environnement immédiat de l'enfant ou des personnes significatives. À l'application des mesures cette responsabilité doit être mise en relation avec l'obligation du DPJ d'être en constante communication avec l'enfant et sa famille et celle de connaître les conditions de vie de l'enfant (art. 69).
- **Rencontrer l'enfant dans les meilleures conditions possibles** afin d'apprécier avec justesse les faits rapportés. Il importe de permettre à l'enfant de parler librement de la situation et de pouvoir se confier sur ce qu'il vit.

3. LES ENJEUX D'APPLICATION DE LA NORME RÉVISÉE

3.1 Mise en application en deux temps

Étant donné que les modifications législatives apportées aux articles qui constituent les assises juridiques de cette norme entrent en vigueur en deux temps distincts, il est convenu d'actualiser la présente norme aussi en deux temps. Vous trouverez à l'ANNEXE 1 de ce document un Guide d'application transitoire, valide jusqu'au 26 avril 2023, date d'entrée en vigueur de l'art.35.4.

3.2 La rétroaction au signalant

Une juste rétroaction au signalant est un enjeu important dans le traitement des faits nouveaux. Il importe, lorsqu'un signalement est reçu pour un enfant faisant déjà l'objet d'un suivi à l'application des mesures et que la perspective de traiter l'information reçue dans le cadre du suivi et d'une révision anticipée est retenue, de le mentionner dans la rétroaction à la personne déclarante. L'enjeu est fondamental puisqu'il met en cause l'engagement de la population à la mission de protection des enfants, sa compréhension de la portée de la LPJ et la relation de confiance qui la lie aux DPJ, trois ingrédients essentiels au bon fonctionnement de notre système de protection.

L'entrée en vigueur de l'article 4.6 établit comme principe général d'interprétation de la Loi que la communication de renseignements confidentiels doit être favorisée lorsqu'elle est dans l'intérêt de l'enfant ou qu'elle vise à assurer la protection d'un autre enfant.

Concrètement, en vertu de l'article 72.6, cela signifie que le DPJ peut, s'il le juge à propos, transmettre à la personne signalante les informations suivantes dans le cadre de sa rétroaction: La famille faisant déjà l'objet d'un suivi, l'information que vous nous communiquez sera transmise à l'intervenant responsable de ce suivi. L'intervenant RTS pourra aussi, si pertinent, transmettre à cette personne les coordonnées de l'intervenant(e) responsable de l'application des mesures et l'inviter à communiquer directement avec cet(te) intervenant(e).

3.3 La confidentialité de l'identité du signalant

Il importe de protéger en tout temps l'identité du signalant.

Lorsqu'un signalement concernant des faits nouveaux survient alors que le DPJ est déjà impliqué à l'évaluation ou à l'orientation, la personne autorisée veille à disposer de l'information reçue en omettant d'identifier l'identité de la personne signalante. Il rend compte du fondement de ces faits en rapportant les informations recueillies dans le cadre de sa démarche d'évaluation. Il est possible que la personne signalante soit du nombre des personnes aptes à renseigner l'intervenant sur les faits signalés. Le cas échéant, c'est à titre de personne contactée par le DPJ que celle-ci pourrait être mise en cause. Jamais à titre de personne signalante.

Lorsqu'un signalement concernant des faits nouveaux survient alors que le DPJ est déjà impliqué à l'application des mesures, la responsabilité de protéger l'identité de la personne déclarante relève à la fois du réviseur et de la personne autorisée responsable du suivi de l'enfant.

3.4 L'obligation de signaler

Peu importe le processus d'intervention retenu par le DPJ pour le traitement des faits nouveaux, l'obligation de signaler demeure, tant pour la population générale (abus physique et sexuel) que pour les professionnels (tous les alinéas de l'art.38).

Les intervenants du service RTS verront, dans le respect de la présente norme, à donner les suites attendues.

4. TRAITEMENT DES FAITS NOUVEAUX DANS LE CADRE D'UN SIGNALEMENT REÇU

Dans cette section, nous présentons les différents scénarios possibles ainsi que les modalités de traitement prévues pour chacun de ceux-ci lorsqu'un signalement est reçu concernant des faits nouveaux.

Peu importe le contexte, l'intervenant du service RTS doit en tout temps faire les activités suivantes :

- ⇒ Réception du signalement
- ⇒ Vérification d'usage au registre des enfants signalés
- ⇒ Vérification d'usage au système PIJ

La séquence des activités à réaliser par la suite variera selon le scénario constaté soit :

- ⇒ Une évaluation est en cours
- ⇒ Une orientation est en cours
- ⇒ Une prise en charge est en cours

4.1 Le traitement des faits nouveaux / évaluation en cours :

Si après les vérifications d'usage, l'intervenant du service RTS constate qu'une évaluation est en cours, il communique par téléphone avec la personne autorisée responsable de l'évaluation pour l'informer de l'avènement de ce nouveau signalement.

S'il constate que l'enfant fait aussi déjà l'objet d'une prise en charge, il communique également avec l'intervenant responsable de la situation à l'application des mesures et le réviseur pour les informer de l'avènement de ce nouveau signalement.

L'intervenant du service RTS traite ce signalement comme tout autre signalement. Après une analyse sommaire des faits, il prend une décision quant à la rétention de celui-ci selon les facteurs d'analyse prévus aux articles 38.2, 38.2.1 et 38.2.2 (LPJ).

Signalement retenu
Pour tous les alinéas de l'article 38 et 38.1 LPJ

- ⇒ L'intervenant du service RTS rattache le signalement des faits nouveaux au service évaluation en cours.
- ⇒ L'évaluation du signalement est effectuée par un intervenant membre du personnel du DPJ autorisé en vertu de l'article 32 LPJ.
 - L'intervenant qui procède à l'évaluation prend une décision sur le bien-fondé de l'ensemble des faits signalés et sur le besoin de protection de l'enfant.
 - S'il conclut que la sécurité ou le développement de l'enfant n'est pas compromis pour l'ensemble des motifs, il ferme le service évaluation.
 - S'il conclut que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis pour l'un des motifs ou l'ensemble des motifs, il crée un service d'orientation.

Signalement non retenu
Pour tous les alinéas de l'article 38 et 38.1 LPJ

Informé de l'existence des faits nouveaux signalés, l'intervenant responsable de l'évaluation voit comment considérer et utiliser les informations reçues dans le cadre de son intervention auprès de l'enfant et de sa famille. Il en est de même pour l'intervenant autorisé en 33 advenant que la situation soit déjà prise en charge dans le cadre de la LPJ.

4.2 Le traitement des faits nouveaux / orientation en cours:

Si après les vérifications d'usage, l'intervenant du service RTS constate qu'une orientation est en cours, il communique avec la personne autorisée responsable de l'orientation pour l'informer de l'avènement de ce nouveau signalement.

Signalement retenu
Pour tous les alinéas de l'article 38 et 38.1 LPJ

- ⇒ L'intervenant du service RTS crée un service « évaluation » pour le signalement des faits nouveaux.
- ⇒ L'évaluation du signalement des faits nouveaux est effectuée par un intervenant membre du personnel du DPJ autorisé en vertu de l'article 32 LPJ.
- ⇒ L'intervenant qui procède à l'évaluation prend une décision sur le besoin de protection de l'enfant quant au signalement portant sur les faits nouveaux et poursuit l'orientation:

- Si sa conclusion d'évaluation est à l'effet qu'il n'y a pas de compromission de la sécurité ou du développement de l'enfant, l'intervenant ferme le service évaluation pour le signalement des faits nouveaux et poursuit l'orientation en cours, consécutive à l'évaluation du premier signalement.
- Si sa conclusion d'évaluation est qu'il y a compromission de la sécurité ou du développement de l'enfant en regard de ces faits nouveaux, l'intervenant rattache l'évaluation des faits nouveaux à l'orientation en cours et poursuit l'orientation en cours, en tenant compte de l'ensemble des motifs de compromission.

Signalement non retenu
Pour tous les alinéas de l'article 38 et 38.1 LPJ

Informé de l'existence des faits nouveaux signalés, l'intervenant responsable de l'orientation voit comment considérer et utiliser les informations reçues dans le cadre de son intervention auprès de l'enfant et sa famille.

4.3 Le traitement des faits nouveaux / application des mesures en cours :

Si le signalement concerne l'un ou l'autre des alinéas suivants : 38b) négligence grave, 38)d et 38)e:

- ⇒ L'intervenant RTS traite celui-ci comme tout autre signalement. Après une analyse sommaire des faits, il prend une décision quant à la rétention de celui-ci selon les facteurs d'analyse prévus à l'article 38.2 LPJ.
- ⇒ S'il retient le signalement, il achemine celui-ci au service Évaluation.

Si le signalement concerne l'un ou l'autre des autres alinéas de l'art.38 :

RAPPEL : Les « faits nouveaux » réfèrent à un concept spécifique. Ce sont plus que des informations nouvelles au sujet d'un enfant et de sa famille. Ce sont, certes, des informations nouvelles, mais qui se caractérisent par des faits dont la nature et la gravité peuvent avoir une incidence sur la sécurité ou le développement d'un enfant et le plan de protection à privilégier pour celui-ci.

- ⇒ L'intervenant du service RTS reçoit le signalement, fait les vérifications d'usage au registre des enfants signalés et dans PIJ et juge de la recevabilité du signalement.
- ⇒ S'il le considère recevable, c'est-à-dire s'il juge que les faits signalés correspondent à des « faits nouveaux » tel que défini précédemment, il communique avec l'intervenant responsable du suivi à l'application des mesures et le réviseur pour les informer de l'avènement de ce nouveau signalement, discuter avec eux de la teneur des faits signalés et leur passer le relais.
- ⇒ Le réviseur doit alors décider de la suite à donner. Il peut décider d'ouvrir sur le champ une révision anticipée ou de procéder à une démarche d'appréciation des faits nouveaux, à la suite de laquelle il aura à décider si une révision anticipée s'impose. Dans un cas comme dans l'autre, il doit saisir au système PIJ sa décision. Soit il ouvre une

révision anticipée, soit il inscrit au suivi des activités du réviseur (module Application des mesures) : faits nouveaux /appréciation des faits.

- ⇒ À la suite de l'échange avec le réviseur l'intervenant RTS ferme le dossier à l'étape RTS en inscrivant signalement non retenu-révision anticipée (voir Annexe 3 - La saisie dans PIJ).
- ⇒ Si l'intervenant du RTS considère le signalement non recevable parce que les faits signalés, s'ils étaient fondés, ne sont pas de nature à compromettre la sécurité ou le développement de l'enfant concerné, il communique simplement cette information à la personne autorisée et au réviseur qui verront à en disposer dans le cadre de l'intervention en cours.
- ⇒ Dans tous les cas, le réviseur aura accès à l'identité et aux coordonnées de la personne signalante. Il verra à en informer la personne autorisée afin qu'elle puisse entrer en contact avec cette dernière. Le réviseur veillera à faire les rappels d'usage à la personne autorisée quant à la nécessité de protéger en tout temps l'identité de la personne signalante et au besoin, le guidera quant aux façons de faire pour rapporter l'information reçue sans jamais dévoiler l'identité de la personne signalante.

IMPORTANT :

L'intervenant du service RTS doit obligatoirement s'entretenir verbalement avec le réviseur afin de s'assurer que celui-ci est saisi en temps opportun de l'existence d'un nouveau signalement et ainsi, éviter tout problème de communication pouvant faire en sorte que les faits signalés échappent à la connaissance du réviseur. Le réviseur a la prérogative de décider des suites à donner à l'égard de ces nouveaux faits.

IMPORTANT :

Tout signalement mettant en cause des gestes posés à l'égard d'un enfant par une personne en autorité et qui aurait agi dans le cadre de ses fonctions (RTF, CRJDA, école, milieu de garde, etc.) ne peut être transmis au réviseur pour une révision anticipée. L'appréciation de ces situations doit être faite dans le cadre du processus clinique régulier (RTS/VCT et évaluation, le cas échéant).

Si le signalement met en cause des gestes d'abus sexuels posés par un jeune sur un autre jeune, le DPJ peut décider de retenir un nouveau signalement pour évaluation compte tenu des liens à faire avec l'évaluation de la situation d'abus sexuel alléguée dont l'un des jeunes serait victime.

Enfin, si le DPJ considère que l'intérêt de l'enfant commande un regard neuf, il peut toujours décider de retenir le signalement et procéder par une évaluation plutôt qu'une révision anticipée. C'est de sa prérogative.

Des vignettes cliniques illustrant le processus d'intervention relatif au traitement des faits nouveaux en cours d'application des mesures sont présentées à l'ANNEXE 2 de ce document.

Signalement retenu
Pour les alinéas 38 b) négligence grave, d), e)

- ⇒ L'évaluation du signalement est effectuée par un intervenant membre du personnel du DPJ, autorisé en vertu de l'article 32 LPJ.
- ⇒ L'intervenant qui procède à l'évaluation statue sur le bien-fondé des faits signalés et prend une décision sur le besoin de protection de l'enfant.
 - S'il conclut que la sécurité ou le développement de l'enfant n'est pas compromis, il ferme le service évaluation.
 - S'il conclut que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis pour l'un des motifs ou l'ensemble des motifs, il crée le service de révision anticipée.
- ⇒ Dans le cadre de la révision anticipée, le réviseur apprécie l'impact des faits nouveaux constatés sur la situation de l'enfant et la nécessité d'ajuster le plan de protection. Deux conclusions sont possibles :
 - Maintenir le plan de protection en cours;
 - Modifier le plan de protection afin de l'ajuster à la situation constatée. Concrètement cela signifie réviser l'entente sur mesures volontaires ou saisir la Chambre de la jeunesse en vertu de l'art.95.

Signalement non retenu
Pour les alinéas 38 b) grave, d), e)

Informée de l'existence des faits nouveaux signalés, la personne autorisée en vertu de l'art.33 responsable du suivi de l'enfant voit comment considérer et utiliser les informations reçues dans le cadre de son intervention auprès de l'enfant et sa famille.

Signalement non retenu; révision anticipée
Pour les autres alinéas de l'art.38 et ceux de l'article 38.1 LPJ

- ⇒ Informé de vive voix par l'intervenant du service RTS des faits nouvellement signalés le réviseur apprécie la suite à donner : ouverture sur le champ d'une révision anticipée ou démarche d'appréciation des faits.
- ⇒ Le réviseur convient avec la personne autorisée des interventions à privilégier. Si la situation donne lieu à une révision anticipée, il décide dans le cadre de celle-ci s'il y a lieu de revoir le plan de protection. Si une révision est déjà en cours, il veille à ce que les faits nouveaux soient pris en compte.
- ⇒ Le réviseur a accès à l'identité et aux coordonnées de la personne signalante. Il communique ces informations à la personne autorisée et veille à ce que cette information soit en tout temps protégée.
- ⇒ Dans le cadre de la révision anticipée, le réviseur apprécie l'impact de la situation sur l'enfant et la nécessité d'ajuster le plan de protection.
- ⇒ Deux conclusions sont possibles :
 - Maintenir le plan de protection en cours (régime et mesures);
 - Modifier le plan de protection afin de l'ajuster à la situation constatée. Concrètement cela signifie réviser l'entente sur mesures volontaires ou saisir la Chambre de la jeunesse en vertu de l'art.95.

5. INFORMATION REÇUE DIRECTEMENT OU FAITS CONSTATÉS PAR LA PERSONNE AUTORISÉE

Peu importe l'étape du processus en cours, si les informations reçues ou les faits constatés par la personne autorisée concernent des abus physiques (38d) ou sexuels (38e) ou de négligence grave (38b), un signalement doit être fait, notamment pour faciliter le déclenchement de l'Entente multisectorielle. Il appartient au service RTS de juger de la nécessité de retenir ou non un nouveau signalement et si un signalement est retenu, au service évaluation de l'évaluer.

Si les informations reçues ou les faits constatés par la personne autorisée concernent une autre problématique, il lui appartient de les vérifier et de les apprécier. S'il s'avère que les informations reçues sont fondées et constituent des faits nouveaux au sens de la LPJ, ils doivent être pris en compte dans la réalisation de son mandat d'évaluation, d'orientation ou d'application des mesures.

À l'évaluation et à l'orientation, l'intervenant devra en tenir compte dans sa démarche et ses conclusions.

À l'application des mesures, l'intervenant devra saisir le réviseur pour décider de la nécessité de procéder à une révision anticipée. La personne autorisée en vertu de l'art. 33 ne peut ajuster d'elle-même le plan de protection. Cette responsabilité revient au réviseur qui agit comme personne autorisée par le DPJ en vertu de l'art.32. C'est ce dernier qui doit en décider, en mettant à contribution l'enfant, ses parents de même que la personne autorisée. Le point de vue des collaborateurs devra aussi être pris en compte.

5.1 Le rôle et les responsabilités de la personne autorisée en vertu de l'art.33 lorsque des faits nouveaux sont allégués :

La personne autorisée en vertu de l'article 33 de la LPJ exerce les responsabilités générales du DPJ lorsque celui-ci a pris la situation d'un enfant en charge à la suite d'une déclaration de compromission. Elle agit au nom du DPJ et voit à l'application des mesures volontaires ou ordonnées par le tribunal. À ce titre, elle a des obligations cliniques et légales en regard de l'enfant et de ses parents. Le but visé par ses interventions est de mettre fin à la situation de compromission et éviter qu'elle ne se reproduise.

Elle doit, fondamentalement, s'assurer que l'enfant évolue dans des conditions qui répondent à ses besoins et assurent sa protection. Pour ce faire, elle vérifie de façon régulière les conditions de vie de l'enfant en se rendant dans son milieu de vie, conformément à l'article 69 de la LPJ et en le rencontrant seul le plus souvent possible. Elle doit notamment le faire pour recueillir son point de vue afin d'éclairer des allégations qui mettent en cause son bien-être et sa protection.

À l'étape de l'application des mesures, la personne autorisée assume trois fonctions principales soit :

1. Apporter aide, conseil et assistance à l'enfant et sa famille,
2. Exercer un certain contrôle,
3. Faire une surveillance afin d'assurer la mise en place des mesures et la protection de l'enfant.

La proactivité et la vigilance attendues dans le traitement des faits nouveaux s'inscrivent dans l'actualisation des fonctions de contrôle et de surveillance et rendent légitimes les interventions initiées par la personne autorisée pour faire la lumière sur les faits allégués et leur impact sur la situation de l'enfant.

Elle a non seulement la légitimité de le faire, mais l'obligation, et ce, dans les meilleurs délais possibles. Il est impératif d'éviter que l'enfant subisse une situation qui pourrait lui être préjudiciable. Rappelons d'ailleurs que la personne autorisée en vertu de l'art.33 dispose déjà de certains pouvoirs d'enquête lui permettant de le faire et que ceux-ci seront renforcés lors de la mise en application le 26 avril 2023 des récentes modifications apportées à l'art. 35.4 de la LPJ.

6. TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Traitement des faits nouveaux - signalement reçu		
Évaluation en cours		
Art.38 38.1	Décision RTS	Suites donner
Tous les alinéas	Signalement retenu	⇒ Rattachement à l'évaluation en cours. ⇒ Évaluation par un intervenant É/O (art.32). ⇒ Décision sur la compromission au sujet de la situation globale. ⇒ Information donnée au réviseur et à la personne autorisée en 33 si le dossier est actif à l'application des mesures.
	Signalement non retenu	⇒ Fermeture par l'intervenant du service RTS. ⇒ Information transmise à l'intervenant É/O. ⇒ Information donnée au réviseur et à la personne autorisée en 33 si le dossier est actif à l'application des mesures.
Traitement des faits nouveaux - signalement reçu		
Orientation en cours		
Art 38 38.1	Décision RTS	Suites à donner

Tous les alinéas	Signalement retenu	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Évaluation par un intervenant É/O (art.32). ⇒ Décision sur la compromission relativement aux faits nouveaux. ⇒ Si SDC : nouveau motif de compromission à prendre en compte. À rattacher à l'orientation en cours.
	Signalement non retenu	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Fermeture par l'intervenant du service RTS. ⇒ Information transmise à l'intervenant É/O.

Traitement des faits nouveaux / Application des mesures en cours

Art. 38 et 38.1	Décision RTS	Suites à donner
Art. 38 b) grave d) e)	Signalement retenu	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Évaluation par un intervenant É/O (art.32). ⇒ Décision de compromission sur les faits nouveaux. ⇒ Si SDC, relais au réviseur pour que s'amorce une révision anticipée. Décision du réviseur de maintenir le plan de protection en cours ou de l'ajuster. ⇒ Si SDNC fermeture par l'intervenant É/O et transmission de l'information au réviseur et à la personne autorisée à l'application des mesures.
	Signalement non retenu	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Fermeture par l'intervenant RTS. ⇒ Information transmise au réviseur et à la personne autorisée à l'application des mesures.
Art. 38 a) b) b) 2 c) d) 2 e) 2 f) Art. 38.1 a) c)	Signalement non retenu	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Si le signalement n'est pas recevable parce que les faits signalés, s'ils étaient fondés, ne sont pas de nature à compromettre la sécurité ou le développement de l'enfant, l'intervenant du service RTS décide de la non-rétention et procède à la fermeture. ⇒ Il transmet l'information reçue au réviseur et à la personne autorisée (art.33).
	Signalement non retenu révision anticipée	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Lorsque le signalement est recevable, l'intervenant du service RTS communique avec le réviseur (entretien verbal obligatoire) et la personne autorisée pour les informer du signalement. ⇒ Le réviseur décide alors de la suite à donner : révision anticipée ou démarche d'appréciation des faits nouveaux. ⇒ Lors de la fermeture du dossier à l'étape RTS, le réviseur saisit dans PIJ la suite à donner : révision anticipée ou démarche d'appréciation des faits nouveaux. ⇒ Si une révision est en cours, il s'assure que le signalement relatif aux faits nouveaux soit pris en compte.

		<p>⇒ L'intervenant RTS ferme son dossier.</p> <p>⇒ Dans le cadre de la révision anticipée le réviseur apprécie le bien-fondé des faits nouveaux et s'il y a lieu, ajuste le plan de protection.</p>
--	--	---

Traitement des faits nouveaux / information reçue directement ou situation constatée par la personne autorisée

SUITES À DONNER

<p>Art. 38 b) d) e)</p>	<p>ATTENTION! Lorsque les informations reçues ou que la situation constatée concerne l'une ou l'autre des problématiques visées aux articles 38 b), d) ou e) la personne autorisée doit obligatoirement signaler la situation au service RTS.</p> <p>Signalement retenu Évaluation par un intervenant É/O (art.32) et décision de compromission sur ces faits nouveaux :</p> <p>Si SDC : Lorsqu'un suivi est actif en protection de la jeunesse : relais au réviseur pour une révision anticipée. Décision du réviseur de maintenir le plan de protection en cours ou de l'ajuster. Lorsqu'il n'y a pas de suivi actif, mais une évaluation ou une orientation déjà en cours, poursuite et conclusion par l'intervenant É/O.</p> <p>Si SDNC : Lorsqu'un suivi est actif en protection de la jeunesse : Fermeture de ce signalement par l'intervenant É/O et transmission de l'information à la personne autorisée en 33 et au réviseur. Lorsqu'il n'y a pas de suivi actif, mais une évaluation ou une orientation, fermeture de cette évaluation et poursuite de la démarche régulière.</p> <p>Signalement non retenu</p> <p>Fermeture par l'intervenant du service RTS et transmission de l'information au réviseur et à la personne autorisée en 33 s'il y a lieu ou à la personne autorisée en 32 qui réalise l'évaluation ou l'orientation relativement à un autre signalement.</p>
--	---

SUITES À DONNER	
<p>Art. 38</p> <p>a)</p> <p>b) 1</p> <p>b) 2</p> <p>c)</p> <p>d) 2</p> <p>e) 2</p> <p>f)</p> <p>Art. 38.1</p> <p>a)</p> <p>c)</p>	<p>La personne autorisée a l'obligation de tenir compte des informations relatives aux faits nouveaux rapportés ou constatés dans le cadre de la réalisation de son mandat afin d'assurer la protection de l'enfant en cause.</p> <p>Évaluation en cours</p> <p>L'intervenant responsable de l'évaluation pose un regard sur les faits nouveaux rapportés ou constatés dans le cadre de son évaluation et en tient compte dans son analyse et sa décision sur la compromission. S'il y a lieu, il peut, en conclusion de son évaluation, statuer sur l'existence de plusieurs motifs de compromission, même si ceux-ci n'étaient pas initialement ciblés par le signalement.</p> <p>Orientation en cours</p> <p>L'intervenant responsable de l'orientation pose un regard sur les faits nouveaux rapportés ou constatés dans le cadre de son orientation et en tient compte dans son analyse et sa décision sur l'orientation. Au besoin, il ajoutera un motif de compromission et ajustera le plan de protection en conséquence.</p> <p>Application des mesures en cours</p> <p>L'intervenant responsable de l'application des mesures apprécie les faits rapportés ou constatés dans le cadre de son suivi auprès de la famille. Il communique sans délai avec le réviseur responsable de la situation afin que celui-ci apprécie s'il y a lieu de procéder à une révision anticipée.</p> <p>S'il y a une révision anticipée, le réviseur en collaboration avec la personne autorisée doit décider de maintenir ou d'ajuster le plan de protection. Il veillera à ce que les suites soient données en conséquence.</p>

ANNEXE 1

GUIDE D'APPLICATION TRANSITOIRE

L'article 35.4 entrera en vigueur le 26 avril 2023. Par conséquent, il est convenu:

D'ici au 26 avril 2023, de procéder de la façon suivante lorsque des faits nouveaux sont portés à l'attention du DPJ pour les situations d'enfants faisant déjà l'objet d'un suivi à l'application des mesures:

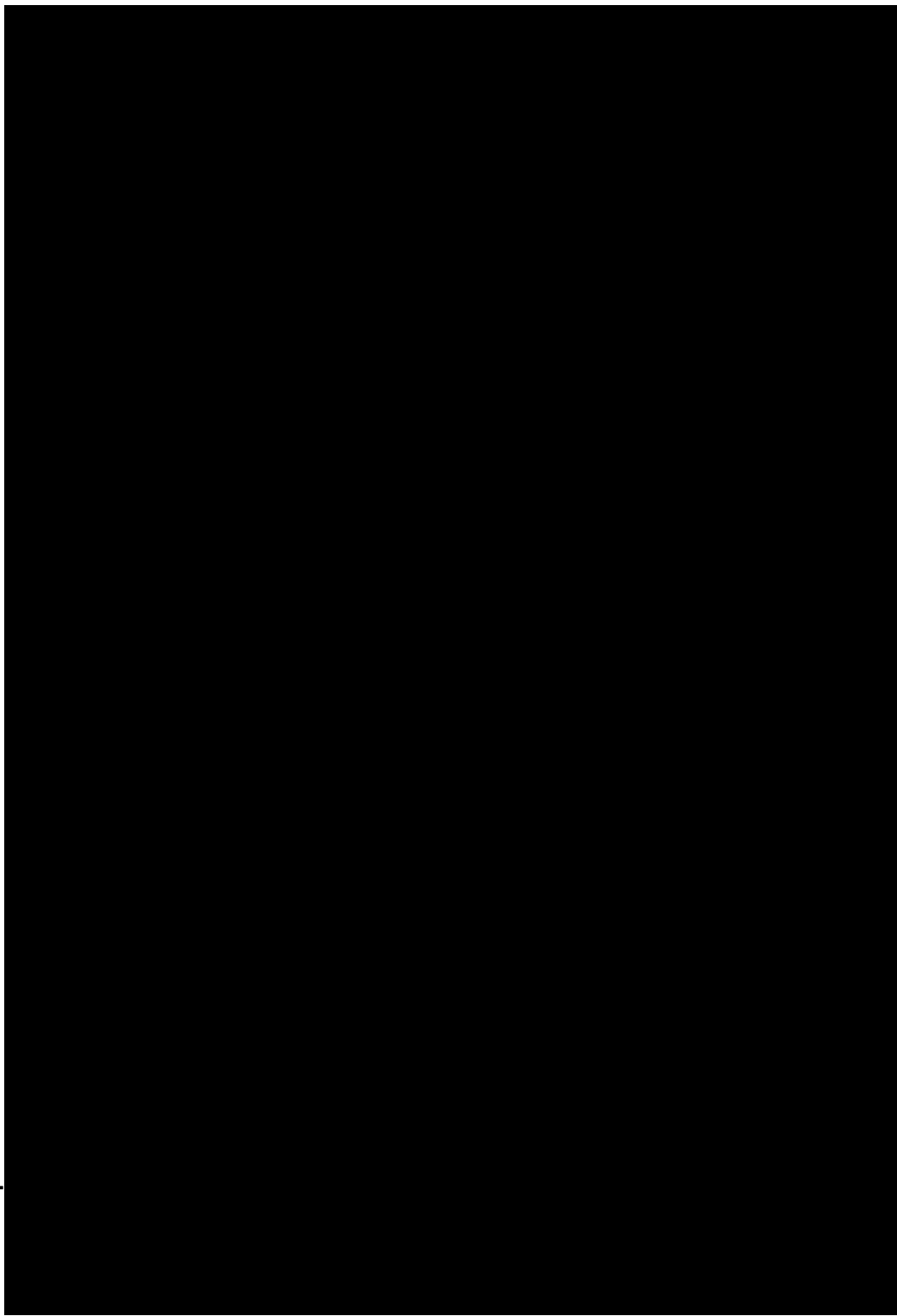
- ⇒ Les faits allégués sont traités dans le cadre d'une révision anticipée;
- ⇒ La personne autorisée en vertu de l'art.33 rencontre l'enfant et ses parents pour échanger avec eux sur la situation et solliciter leur collaboration à l'appréciation de la situation et si nécessaire, à la mise en place des correctifs nécessaires;
- ⇒ Elle communique verbalement avec les personnes et les professionnels impliqués auprès de l'enfant et sa famille qui sont susceptibles de l'éclairer sur l'évolution de la situation et les faits allégués.

Si la personne autorisée responsable de l'application des mesures juge nécessaire d'obtenir certains documents sans le consentement de l'enfant de 14 ans et plus et ses parents, elle doit consulter le réviseur afin d'objectiver le tout et déterminer qui, à titre de personne autorisée en vertu de l'art.32, doit en faire la demande. L'avenue de signaler la situation pour qu'une évaluation soit réalisée par une personne autorisée en vertu de l'art.32 pourrait alors être envisagée, notamment pour la collecte d'informations sans le consentement des personnes concernées, tel que le permet l'art.35.4. Cela demeure la prérogative du DPJ.

À compter du 26 avril 2023, soit au moment de l'entrée en vigueur de l'art.35.4, la personne autorisée en vertu de l'art.33 pourra elle-même recueillir les renseignements recherchés qui permettront de confirmer ou d'infirmer l'existence d'une situation en lien avec des faits nouveaux survenus depuis la décision portant sur la compromission et dont la connaissance pourrait permettre de réviser la situation de l'enfant.

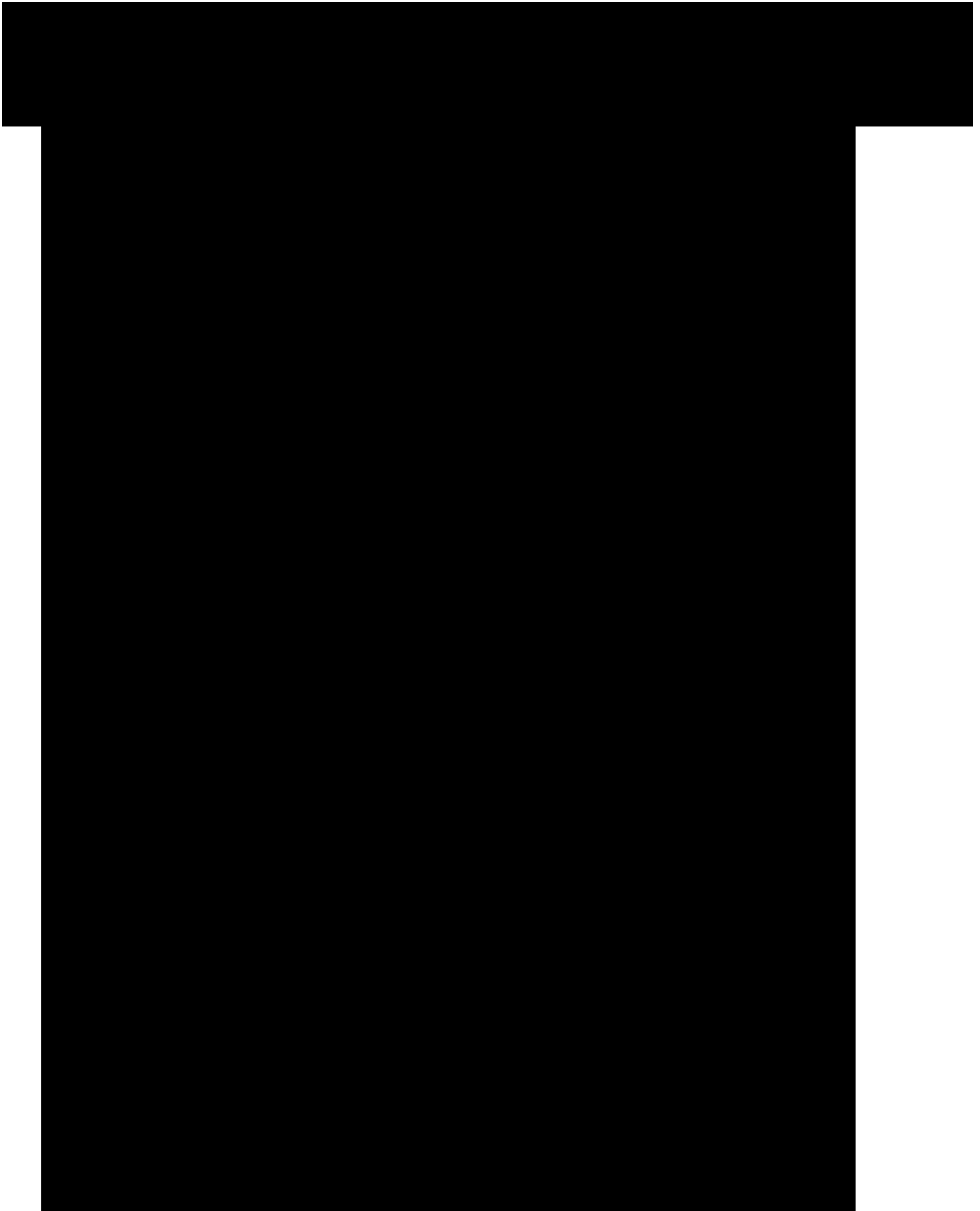
ANNEXE 2

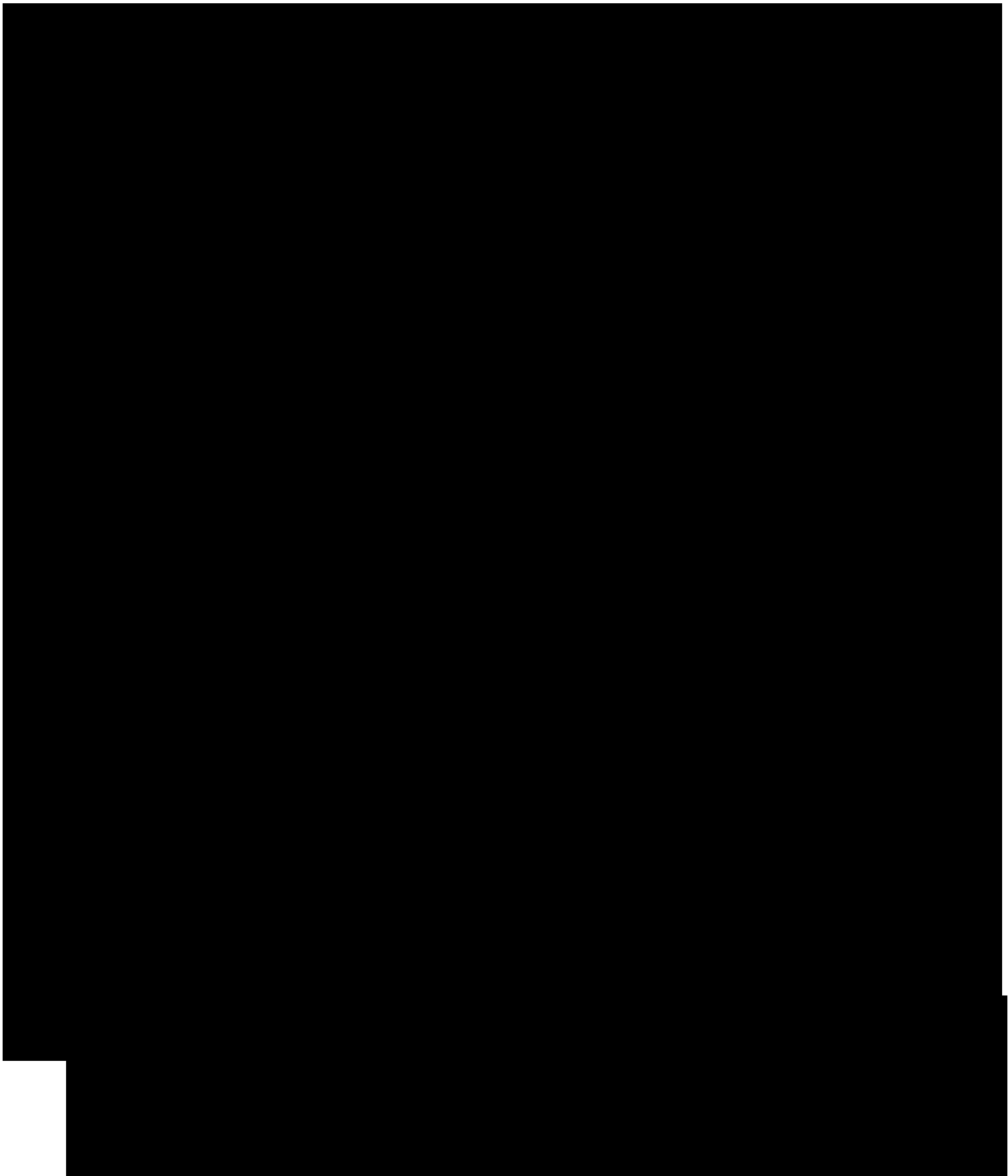
ILLUSTRATIONS DU PROCESSUS D'INTERVENTION RELATIF AU TRAITEMENT DES FAITS NOUVEAUX EN COURS D'APPLICATION DES MESURES

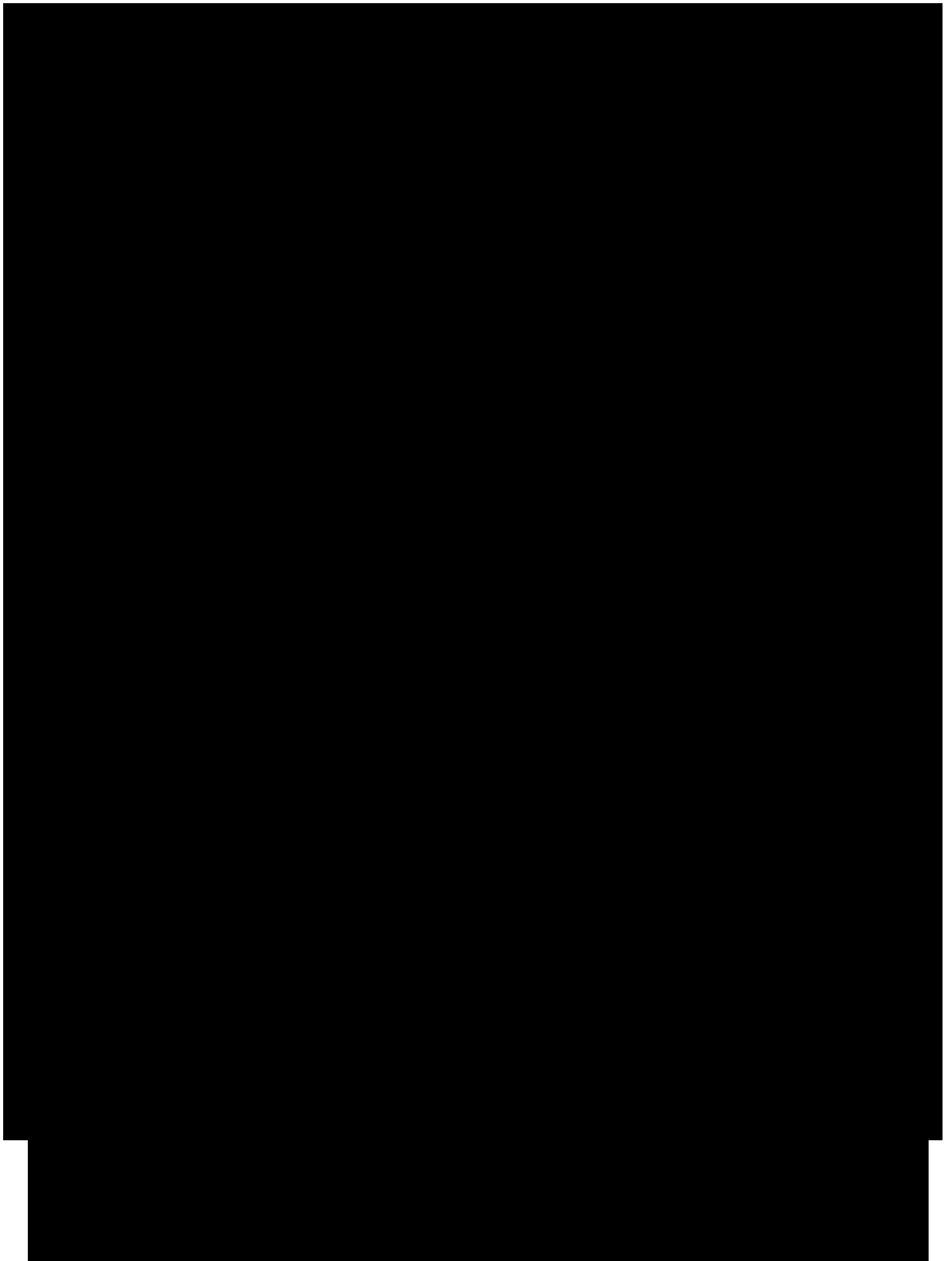


[REDACTED]

[REDACTED]







ANNEXE 3

LA SAISIE DANS PIJ SIGNALEMENT REÇU – LPJ ACTIF

Statut prévalant : Évaluation en cours	
Décision RTS	Suite à donner
Retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Rattachement à l'évaluation en cours.
Non retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture du service RTS.
Statut prévalant : Orientation en cours	
Décision RTS	Suites à donner
Retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Création service Évaluation Décision sur la compromission <ul style="list-style-type: none"> - Si SDNC : Fermeture de l'évaluation - Si SDC : Rattachement à l'orientation en cours.
Non retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture du service RTS.
Statut prévalant : Application des mesures en cours	
Décision RTS	Suite à donner
Retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation Décision sur la compromission <ul style="list-style-type: none"> - Si SDNC : Fermeture de l'évaluation - Si SDC, soit : <ul style="list-style-type: none"> - Une révision est active, alors rattachement - Aucune révision n'est active, alors création automatique d'une révision anticipée
Non retenu	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture du service RTS
Non retenu pour évaluation (enfant sous LPJ) (prérequis PIJ v.12)	<ul style="list-style-type: none"> • Implication du réviseur, soit : <ul style="list-style-type: none"> - Une révision est active, alors rattachement (sans mise à jour des nouveaux alinéas) - Aucune révision n'est active. Deux options possibles : <ul style="list-style-type: none"> - Le réviseur ouvre une révision anticipée; - Le réviseur indique au suivi d'activités du réviseur : démarche d'appréciation des faits nouveaux.

